

LOCALE

J.-R. Cazeneuve : « On fait tout pour qu'il n'y ait pas de 49.3 » HÔPITAUX d'Auch et Lombez : « c'est lent »

🕒 2 min



La rentrée politique s'annonce animée, notamment avec la loi de programmation sur les finances publiques, bientôt examinée à l'Assemblée nationale. Le point avec le rapporteur général du budget et député de la 1re circonscription du Gers, Jean-René Cazeneuve.

Jean-René Cazeneuve, en quoi la loi de finances 2024 représente-t-elle un enjeu majeur pour le gouvernement ?

C'est une loi de programmation sur 5 ans, à la fois des dépenses publiques, des recettes et donc du déficit de notre pays. On a besoin d'une loi de programmation pour des raisons démocratiques. D'abord, c'est une sorte de référence. Cela donne aussi de la visibilité aux administrations. Troisièmement, l'Europe conditionne le versement des fonds de soutien du plan de relance au fait que nous ayons ou pas une loi de programmation. On parle là de 19 milliards d'euros qui sont conditionnés au fait qu'on ait ou pas avant la fin de l'année une loi de programmation. Quatrième raison, il faut rassurer les milieux financiers auprès desquels on emprunte sur le fait qu'on va diminuer notre dette. Je renvoie à ce que dit M. Moscovici, président de la Cour des comptes, qui à chaque fois qu'il fait une intervention rappelle cette évidence.

L'adoption de la loi avait échoué l'an dernier, en raison du blocage des députés LR. Pensez-vous pouvoir convaincre cette fois une partie de l'opposition ?

C'est la raison pour laquelle nous faisons une session extraordinaire fin septembre. On va mettre les oppositions face à leurs responsabilités. Est-ce qu'elles veulent cette loi ou pas ? Vous avez une opposition qui vous dit d'un côté, c'est un budget de l'austérité, et de l'autre, c'est la gabegie. Ce que je crois, c'est que c'est un équilibre entre la nécessité de soutenir les priorités de notre pays comme la transition écologique, le régalién. Ce texte-là est central, il donne la direction pour les cinq prochaines années. J'espère qu'on va trouver une majorité. Si ce n'est pas le cas, on sera contraint de passer par le 49.3.

Le sénateur du Nord et ancien ministre Patrick Kanner craint que l'utilisation abusive du 49.3 soit le signe d'un glissement vers un « État autoritaire ». Qu'en pensez-vous ?

On fait tout pour qu'il n'y ait pas de 49.3. On a ouvert le dialogue avec les oppositions pour essayer de trouver un atterrissage, un consensus. Ceux qui

vont voter contre cette loi partagent des visions diamétralement opposées. Que fait-on ? On se range derrière la position des extrêmes ou on essaie de trouver une position d'équilibre ?

Le référendum n'est-il pas une alternative possible ?

Pour un budget, bien sûr que non. Dans tous les exécutifs, les oppositions ne votent pas le budget. C'est une tradition républicaine. Il se trouve que les Français ont donné une majorité relative. Il faut qu'on trouve les moyens d'avancer, de faire progresser notre pays, de régler les problèmes des Français et de voir les outils que la Constitution nous prête.

Du côté de la justice, le parquet d'Auch tourne en ce moment au ralenti faute d'effectifs. La récente annonce du garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti sur le recrutement de plusieurs milliers de magistrats, greffiers et attachés de justice (4 100 au total) suffira-t-elle à combler ces manques ?

Je ne voudrais pas noircir le tableau et saluer le travail des acteurs de la justice. On a une justice dans le Gers qui fonctionne, même si les délais y sont probablement un peu longs. On a augmenté de 20 % le budget de la justice sur les cinq dernières années et on a annoncé la création de plus de 4 100 postes. Ces chiffres montrent qu'on est en train de renforcer considérablement les moyens de la justice.

Propos recueillis par Vincent Couet-Lannes

Sur le volet de la santé publique, les projets des futurs hôpitaux d'Auch et Lombez semblent piétiner, malgré des subventions garanties. De quoi interpeller le député.

« Je constate que ces deux dossiers n'avancent pas à la bonne vitesse, souligne Jean-René Cazeneuve. Je me suis battu avec le gouvernement pour qu'il y ait 150 millions d'euros pour refaire l'hôpital. La décision a été prise, maintenant chacun doit faire son job. Je me battraï matin, midi et soir pour qu'évidemment

on ait un hôpital digne de ce nom dans ce département. On y arrivera, mais je suis obligé de constater que c'est lent. En ce qui concerne Lombez, je viens de rencontrer l'ARS et le maire. Je rencontre le directeur de l'hôpital la semaine prochaine. Là aussi, on a le terrain, on a l'argent, il faut maintenant que ça avance et que les parties intéressées se mettent d'accord sur un projet. C'est très important pour le développement du Savès. »